Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 310/1
5 MAI 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination
- 1 -

L. 310/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 12 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 25 novembre 1946, fixant les règles générales à appliquer pour déterminer l'état de besoin des personnes qui sollicitent le bénéfice de l'allocation d'estropié, a donné en sa séance, du 2 mai 1949 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12 April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging van het besluit van de Regent van 25 November 1946, bij hetwelk de algemene regelen werden vastgesteld, toe te passen om de staat van behoefte der personen die om de tegemoetkoming voor gebrekkigen verzoeken, te bepalen, heeft ter zitting van 2 Mei 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat modifie les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté du Régent du 25 novembre 1946. Il a pour but :

1° de permettre l'évaluation des revenus professionnels bruts sur la base de 260 jours de travail au lieu de 300 jours en ce qui concerne les "requérants travailleurs" et sur la base de 280 jours de travail au lieu de 300 jours en ce qui concerne les autres catégories de salariés.

2° de majorer de 4.500 francs pour le requérant le montant de 20.000 francs par an des ressources des parents à prendre en considération pour l'évaluation de l'état de besoin du requérant mineur d'âge et célibataire.

3° d'exclure du calcul des ressources utile à la détermination de l'état de besoin des requérants, l'allocation de milice payée aux parents du requérant célibataire et mineur d'âge, à l'occasion du service militaire accompli par un frère du requérant.

Ces modifications ne soulèvent aucune observation, mais elles se suivent dans une succession malaisée à comprendre. Etant donné la brièveté de l'arrêté du 25 novembre 1946, et pour des raisons de bonne technique législative, le Conseil d'Etat propose de l'abroger et de le remplacer par un arrêté nouveau.

Sans examiner le système que l'arrêté du Régent du 25 novembre 1946 a instauré et que le projet actuel ne modifie pas, le Conseil d'Etat propose la rédaction qui résulte du texte ci-après :

ARRETE DU REGENT FIXANT LES REGLES A APPLIQUER POUR DETERMINER L'ETAT DE BESOIN DES PERSONNES QUI SOLLICITENT LE BENEFICE DE L'ALLOCATION PREVUE PAR LA LOI DU 10 JUIN 1937 EN FAVEUR DES ESTROPIES ET PERSONNES ASSIMILEES.

- - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

CHARLES, Prince de Belgique,

Régent du Royaume,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 juin 1937 portant modification de l'arrêté du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1er décembre 1928 qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés modifiée par les arrêtés-lois des 21 septembre 1945 et 1er décembre 1946;

Vu l'avis de la commission des allocations aux estropiés et mutilés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Article 1er.-

Pour déterminer l'état de besoin des travailleurs qui sollicitent des allocations en application des dispositions de l'article 3, 4°, reprises à l'article 1er de la loi du 10 juin 1937, la commission des allocations aux estropiés et mutilés prend en considération les ressources professionnelles des requérants.

Sont considérés comme se trouvant dans le besoin ceux dont les revenus professionnels bruts ne dépassent pas:

1° pour les requérants âgés de 21 ans et pour ceux qui, étant mineurs d'âge, sont mariés:

28.000 frs quand il s'agit de travailleurs

21.600 frs quand il s'agit de travailleuses;

2° pour les requérants âgés de 18 à 21 ans:

22.800 frs quand il s'agit de travailleurs

17.400 frs quand il s'agit de travailleuses;

./...

3° pour les requérants âgés de moins de 18 ans:
14.400 frs quand il s'agit de travailleurs
10.800 frs quand il s'agit de travailleuses.

Article 2.-

La commission décide si le requérant peut être considéré comme travailleur en se fondant sur son activité professionnelle.

Elle fixe le mode d'évaluation des revenus professionnels et tient compte, en ce qui concerne les travailleurs salariés, d'un forfait de 260 jours de travail par année, sauf si le requérant fait la preuve d'une prestation annuelle normalement inférieure à cette base.

Lorsque des époux requérants appartiennent l'un et l'autre à la catégorie des travailleurs, l'état de besoin du mari est déterminé conformément à l'article 1er et celui de la femme conformément à l'article 3 du présent arrêté.

Article 3.-

Pour déterminer l'état de besoin du requérant qui ne sera pas considéré comme travailleur, la commission tient compte de toutes ses ressources quelles qu'en soient la nature et l'origine, en y ajoutant éventuellement les ressources de son conjoint et de ses parents, selon les dispositions qui suivent:

1° le requérant marié est considéré comme étant dans le besoin, quand le total annuel de ses ressources et de celles de son conjoint ne dépasse pas 20.000 frs à majorer de 6.500 frs pour le conjoint et de 4.500 frs par enfant célibataire à charge. Il en est de même pour le veuf et le divorcé qui ont des enfants célibataires à charge.

2° le requérant majeur et célibataire, quand le total annuel de ses ressources personnelles ne dépasse pas 18.500 frs. Il en est de même pour le veuf et le divorcé qui n'ont pas d'enfants célibataires à charge.

3° le requérant mineur d'âge et célibataire, quand le total annuel des ressources de ses père et mère ne dépasse pas 20.000 frs, à majorer de 6.500 frs pour le conjoint et de 4.500 francs pour le ./...

requérant et par enfant célibataire à charge.

§ 2.-

Dans les cas non prévus au § 1er du présent article, la commission des allocations aux estropiés et mutilés détermine la catégorie à laquelle le requérant sera assimilé.

§ 3.-

Les ressources dont il est tenu compte sont calculées comme suit:

1° le revenu professionnel des salariés est fixé sur la base de la rémunération dont ils jouissent au moment de l'instruction de la demande; toutefois il est tenu compte forfaitairement de 280 jours de travail par année sauf si le requérant fait la preuve d'une prestation annuelle normalement inférieure à cette base;

2° le revenu professionnel des travailleurs indépendants est fixé au montant des revenus passibles de la taxe professionnelle que le contrôleur des contributions détermine au moment de l'instruction de la demande;

3° le revenu des immeubles bâtis et non bâtis dont le requérant, son conjoint ou ses parents sont propriétaires est fixé comme suit:

a) à une somme égale au revenu cadastral si ces immeubles sont occupés ou exploités par le requérant;

b) à une somme égale au montant des revenus locatifs si ces immeubles sont donnés en location.

4° le revenu des capitaux mobiliers est fixé au montant du revenu réel.

Article 4.-

Pour la détermination de l'état de besoin des requérants, il n'est pas tenu compte:

1° des allocations familiales;

2° des secours ordinaires, pécuniaires ou en nature alloués, soit par les commissions d'assistance publique, soit par des oeuvres ou groupements de bienfaisance publique ;

./...

3° des rentes alimentaires versées ou considérées comme pouvant être payées par les descendants ou les ascendants du requérant;
4° des produits provenant d'une parcelle de terre ou d'un petit cheptel exclusivement réservés aux besoins normaux du ménage du requérant;
5° du revenu cadastral de la maison unique occupée par le requérant, son conjoint ou ses parents, propriétaires;
6° de la valeur du charbon accordé, à titre gratuit, aux ouvriers et anciens ouvriers mineurs;
7° de l'allocation de milice payée aux parents du requérant célibataire et mineur d'âge, à l'occasion du service militaire accompli par un frère du requérant.

Article 5.-

Le droit à l'allocation prend cours à partir du 1er du mois qui suit la date d'introduction d'une demande.

Article 6.-

Les dispositions du présent arrêté sont applicables:
1° aux demandes nouvelles ou en revision sur lesquelles la commission des allocations aux estropiés et mutilés n'a pas encore statué;
2° aux recours introduits contre les décisions prises par la dite commission et sur lesquels il n'a pas encore été statué.

Article 7.-

L'arrêté du Régent du 25 novembre 1946 fixant les règles générales à appliquer pour déterminer l'état de besoin des personnes qui sollicitent le bénéfice de l'allocation d'estropié est abrogé.

./...

Article 8.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1949.

PAR LE REGENT,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

- - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

Het ontwerp van besluit, waarover het advies van de Raad van State wordt gevraagd, wijzigt de artikelen 1, 2 en 3 van het besluit van de Regent van 25 November 1946. Het heeft tot doel:

1° de raming van de bruto-beroepsinkomsten mogelijk te maken op basis van 260 in plaats van 300 werkdagen voor de "arbeiders-aanvragers" en op basis van 280 in plaats van 300 werkdagen voor de andere categorieën van loontrekkenden;

2° het jaarlijks bedrag van 20.000 frank der bestaansmiddelen van de ouders, welke in aanmerking komen om de staat van behoefte van de ongehuwde minderjarige aanvrager te ramen, voor de aanvrager met 4.500 frank te verhogen;

3° de bestaansmiddelen, volgens welke de staat van behoefte der aanvragers moet worden bepaald, te laten berekenen zonder acht te slaan op de militievergoeding welke, naar aanleiding van de door een broeder van de aanvrager vervulde militaire dienst, aan de ouders van de ongehuwde minderjarige aanvrager wordt uitgekeerd.

Bij die wijzigingen valt geen enkele opmerking te maken. De volgorde waarin zij voorkomen is evenwel moeilijk te begrijpen. Daar het besluit van 25 November 1946 niet zeer uitvoerig is, stelt de Raad van State voor, mede om redenen van wetgevingstechniek, bedoeld besluit op te heffen en het door een nieuw te vervangen.

.../...

Zonder een onderzoek te wijden aan het stelsel, dat door het besluit van de Regent van 25 November 1946 is ingevoerd en dat door het tegenwoordige besluit niet wordt gewijzigd, stelt de Raad van State de onderstaande tekst voor.

BESLUIT VAN DE REGENT TOT VASTSTELLING VAN DE REGELEN, WELKE IN ACHT TE NEMEN ZIJN VOOR HET BEPALEN VAN DE STAAT VAN BEHOEFTE DER PERSONEN, DIE VERZOEKEN OM DE TEGEMOETKOMING VOORZIEN BIJ DE WET VAN 10 JUNI 1937 TEN BATE VAN DE GEBREKKIGEN EN ER MEDE GELIJKGESTELDEN.

---

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 houdende wijziging van het besluit van 31 Mei 1933, tot wijziging en aanvulling van de wet van 1 December 1928, waarbij een dienst en een speciaal fonds ten bate van de gebrekkigen en verminkten werd ingericht, gewijzigd bij de besluitwetten van 21 September 1945 en 1 December 1946;

Gelet op het advies van de Commissie voor de tegemoetkomingen aan de gebrekkigen en de verminkten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Voor het bepalen van de staat van behoefte der arbeiders die, bij toepassing van de bepalingen van artikel 3, 4°, overgenomen in artikel 1 van de wet van 10 Juni 1937, om tegemoetkomingen verzoeken, neemt de Commissie voor de tegemoetkomingen

./.

aan de gebrekkigen en verminkten het beroepsinkomen der aanvragers in aanmerking.

Als behoeftig worden beschouwd degenen wier bruto-beroepsinkomen niet meer bedraagt dan :

1° wat betreft de aanvragers van 21 jaar en de gehuwde minderjarigen :

28.000 frank wanneer het gaat om arbeiders
21.600 frank wanneer het gaat om arbeidsters;

2° wat betreft de aanvragers van 18 tot 21 jaar :

22.800 frank wanneer het gaat om arbeiders
17.400 frank wanneer het gaat om arbeidsters;

3° wat betreft de aanvragers van minder dan 18 jaar :

14.400 frank wanneer het gaat om arbeiders
10.800 frank wanneer het gaat om arbeidsters.

Artikel 2.-

De commissie beslist of de aanvrager als arbeider mag beschouwd worden en steunt daarbij op zijn beroepsactiviteit.

Zij bepaalt de wijze van raming van het beroepsinkomen en rekent, wat betreft de loontrekkende arbeiders, forfaitair 260 werkdagen per jaar aan, tenzij de aanvrager het bewijs levert dat zijn jaarlijkse prestatie normaal beneden deze basis blijft.

Wanneer de echtgenoten-aanvragers beide tot de categorie der arbeiders behoren, wordt de staat van behoefte van de man overeenkomstig artikel 1 en die van de vrouw overeenkomstig artikel 3 van dit besluit bepaald.

Artikel 3.-

§ 1.- Voor het bepalen van de staat van behoefte van de aanvrager, die niet als arbeider zal beschouwd worden, neemt

./.

de commissie in aanmerking al zijn bestaansmiddelen, wat ook de aard en de oorsprong er van wezen, onder eventuele toevoeging van de bestaansmiddelen van zijn echtgenoot en van zijn ouders, overeenkomstig de volgende bepalingen :

1° de gehuwde aanvrager wordt als behoeftig beschouwd, wanneer het jaarlijks totaal van zijn bestaansmiddelen en van die van zijn echtgenoot niet meer bedraagt dan 20.000 frank, te verhogen met 6.500 frank voor de echtgenoot en met 4.500 frank per ongehuwd kind ten laste. Hetzelfde geldt voor de weduwnaar en de uit de echt gescheidene, die ongehuwde kinderen ten laste hebben;

2° de ongehuwde meerderjarige aanvrager, wanneer het jaarlijks totaal van zijn persoonlijke bestaansmiddelen niet meer bedraagt dan 18.500 frank. Hetzelfde geldt voor de weduwnaar en de uit de echt gescheidene, die geen ongehuwde kinderen ten laste hebben;

3° de ongehuwde minderjarige aanvrager, wanneer het jaarlijks totaal van de bestaansmiddelen van zijn vader en moeder niet meer bedraagt dan 20.000 frank, te verhogen met 6.500 frank voor de echtgenoot en met 4.500 frank voor de aanvrager en per ongehuwd kind ten laste.

§ 2.- In de gevallen, welke niet in § 1 van dit artikel zijn voorzien, bepaalt de commissie voor de tegemoetkomingen aan de gebrekkigen en verminkten met welke categorie de aanvrager zal worden gelijkgesteld.

§ 3.- De in aanmerking genomen bestaansmiddelen worden als volgt berekend :

1° het beroepsinkomen der loontrekkenden wordt vastgesteld op grond van de bezoldiging, die zij op het ogenblik van het onderzoek der aanvraag genieten; evenwel worden forfaitair 280 werkdagen per jaar aangerekend, tenzij de aanvrager het bewijs levert dat zijn jaarlijkse prestatie normaal beneden deze basis blijft;

./.

2° het beroepsinkomen der arbeiders buiten dienstverband wordt vastgesteld op het bedrag der inkomsten in aanmerking komend voor de bedrijfsbelasting, die de controleur der belastingen op het ogenblik van het onderzoek der aanvraag bepaalt;

3° het inkomen uit de gebouwde en ongebouwde onroerende goederen waarvan de aanvrager, zijn echtgenoot of zijn ouders eigenaar zijn, wordt als volgt vastgesteld :

a) op een som gelijk aan het kadastraal inkomen, zo die onroerende goederen door de aanvrager worden betrokken of in bedrijf genomen;

b) op een som gelijk aan het bedrag der huurinkomsten, zo die onroerende goederen in huur gegeven worden.

4° het inkomen van de roerende kapitalen wordt vastgesteld op het bedrag van het werkelijk inkomen.

Artikel 4.-

Voor het bepalen van de staat van behoefte der aanvragers komen niet in aanmerking :

1° de kinderbijslagen;

2° de gewone bijstand in geld of in natura, verleend hetzij door de commissie van openbare onderstand, hetzij door openbare weldadigheidsinstellingen of -groeperingen;

3° de onderhoudsrenten, welke door de bloedverwanten in de nederdalende of opgaande linie van de aanvrager gestort zijn of als kunnende gestort mogen beschouwd worden;

4° de opbrengst van een perceel grond of van een klein veebeslag, welke uitsluitend voorbehouden is aan de normale behoeften van het gezin van de aanvrager;

5° het kadastraal inkomen van het enig huis, betrokken door de aanvrager, zijn echtgenoot of zijn ouders, die er eigenaar van zijn;

6° de waarde der kolen, welke gratis aan de mijnwerkers en gewezen mijnwerkers worden verleend;

7° de militievergoeding welke, naar aanleiding van de door een broeder van de aanvrager vervulde militaire dienst, aan de ouders van de ongehuwde minderjarige aanvrager wordt uitgekeerd.

./.

Artikel 5.-

Het recht op de tegemoetkoming gaat in de Iste van de maand, die volgt op de datum waarop een aanvraag is ingediend.

Artikel 6.-

De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk :

1° op de nieuwe aanvragen of aanvragen tot herziening, waarover de commissie voor de tegemoetkomingen aan de gebrekkigen en verminkten nog geen uitspraak heeft gedaan;

2° op het beroep ingesteld tegen de door de genoemde commissie genomen beslissingen en waarover nog geen uitspraak is gedaan.

Artikel 7.-

Het besluit van de Regent van 25 November 1946 tot vaststelling van de algemene regelen, toe te passen om de staat van behoefte der personen die om de tegemoetkoming van gebrekkige verzoeken, te bepalen, wordt opgeheven.

Artikel 8.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 1949.

VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

L. 3101/1



Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président

De Heren : voorzitter van de Raad van State voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ assesseurs de la section de législation

G. DOR bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

M. SUETENS, président

de H. SUETENS, voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,